



DOSSIER DE PRESSE

Analyse et enseignements de la Journée citoyenne du 25 mai 2013



1

Premiers enseignements

Le 25 mai 2013, s'est tenue la Journée citoyenne organisée dans le cadre du débat national sur la transition énergétique. 1115 citoyens, sélectionnés selon des règles permettant d'assurer la diversité de la représentation de notre pays, ont débattu de la transition énergétique, dans quatorze régions, onze régions métropolitaines et trois régions d'outre-mer.

Plusieurs enseignements généraux peuvent, à ce stade, être dégagés.

- **Premier enseignement, le sentiment**, dégagé par nombre de participants eux-mêmes à ces journées d'échanges et de positionnement, **d'avoir pu contribuer à ce premier exercice de démocratie participative encore jamais organisé simultanément à cette échelle en France.** « *C'est la première fois qu'on nous demande notre avis* » a-t-on entendu dans le panel d'Ile-de-France, « *Une journée qui permet aux citoyens de s'exprimer sans filtre* » a-t-on dit en Rhône-Alpes.
- **Second enseignement**, le fait que, **lorsque les citoyens sont en situation d'être informés et de débattre ensemble, ils s'approprient les enjeux, même quand ces enjeux sont complexes.** Dès lors que les citoyens sont institués en acteurs du débat, la transition énergétique n'est plus une contrainte, environnementale ou économique, mais un objet de choix, une « *chance de s'engager dans un nouveau modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement* » pour 67% d'entre eux, une opportunité où convergent développement économique et social et préoccupation environnementale.

Pour les citoyens consultés, **la transition énergétique, c'est à la fois une urgence environnementale, une « chance » et des opportunités de développement économique.**

- **Troisième enseignement**, 75% des participants considèrent en effet que **la transition énergétique aura des effets positifs pour la société et 52 % des effets positifs pour les citoyens.** Effets positifs sur le plan environnemental, mais également sur l'économie (réduction de notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur et rééquilibrage favorable de notre balance commerciale, développement des filières technologiques et industrielles -notamment pour les énergies renouvelables- permettant d'assurer la transition) et sur l'emploi. De façon générale, la volonté d'indépendance énergétique (44%) et d'autonomie (32%) est significativement mise en avant.

En sens inverse, les attitudes frileuses sont en retrait. Ceux qui considèrent que la transition énergétique serait « *un retour en arrière* » (1,24%) ou « *un risque fort* » (3,51%), qu'il ne faut pas agir pour réduire la demande d'énergie (0,63%), que « *à titre*

personnel, je ne suis pas disposé à réduire ma consommation énergétique » (1,57%), que cette réduction de la consommation d'énergie se traduirait par « *une mise en cause trop importante du libre choix de nos modes de vie et de nos modes de consommation* » (3,53%) ou « *par un ralentissement d'un des moteurs de la croissance et de la compétitivité française* » (2,18%) sont très peu nombreux.

Pour les citoyens consultés, la transition énergétique n'est pas une contrainte extérieure mais un moteur interne à la société française. La France a des réponses et des atouts.

Un lien fort est ainsi fait entre transition énergétique et innovation, au service d'une nouvelle croissance.

A contrario, les citoyens mettent fortement en avant les enjeux de l'inaction : le risque pour les générations futures (49%), l'augmentation du coût de l'énergie (43%) et la dépendance énergétique (44%).

- **Quatrième enseignement, les citoyens expriment aussi leur propre capacité à transformer leurs pratiques, dès lors que les pouvoirs publics (Etat et collectivités locales) et les entreprises sont exemplaires :** la responsabilité des uns (Etat et collectivités locales) et des autres (entreprises) est jugée première pour initier la transition par environ 50% des citoyens et pour créer les conditions d'une dynamique collective, qui ne se limite pas aux efforts individuels : la recherche et la disposition de solutions technologiques (67%) est privilégiée pour améliorer notre efficacité énergétique, tant dans le domaine du bâtiment que dans celui de la mobilité et des déplacements.

L'action des pouvoirs publics est, en particulier, souhaitée dès lors qu'elle permet d'accompagner (42%) et de soutenir (30%) les démarches de chacun et qu'elle est incitative et non coercitive, notamment dans l'usage de la fiscalité et dans celui de la réglementation : la voie réglementaire ne recueille l'approbation que de 8% des participants.

Comme l'ont souligné de façon constante de nombreuses enquêtes antérieures, les citoyens sont prêts à se mobiliser dans leurs gestes quotidiens, dès lors que l'impératif du changement ne repose pas sur eux seuls, mais constitue un effort partagé. C'est à ces conditions que les citoyens sont prêts à modifier leurs propres pratiques et prêts à se mettre en mouvement.

Cependant, se voyant volontiers comme acteurs de la transition, pour 64% d'entre eux, **les citoyens pensent d'abord que l'Europe (53%) et le niveau national (50%) sont les niveaux légitimes du cadrage politique nécessaire.** Ce résultat est cohérent avec les enquêtes qui témoignent d'une attente forte à l'égard de l'Europe sur les questions environnementales.

- **Cinquième enseignement**, les citoyens sont prêts à agir à la fois pour aller vers un nouveau modèle, mais aussi pour réduire la pression sur leur facture énergétique, la leur comme, d'ailleurs, celle des entreprises : 11% se considèrent en précarité énergétique et 43% craignent de le devenir.

Ce dernier chiffre confirme les données généralement enregistrées dans toutes les enquêtes, quel qu'en soit le sujet économique ou social, qui traduisent, au-delà de la seule question de l'énergie, la peur de l'exclusion et le sentiment d'une fragilisation globale de la classe moyenne.

- **Enfin, sixième enseignement** et non le moindre, cette Journée citoyenne confirme que la compréhension du sujet, même lorsqu'il est complexe, et la capacité à se considérer non plus comme témoin passif mais comme acteur du changement varient fortement dès lors que le changement est porté de façon inclusive, avec tous, et non vécu comme imposé de façon exogène.

70 % des citoyens participants ont indiqué avoir un niveau de connaissance faible ou très faible des questions énergétiques avant d'être sollicités, mais plus de 65% se sont déclarés «assez ou très à l'aise » avec le sujet dès les premiers moments de la journée.

2

Les résultats de la journée citoyenne

Une analyse approfondie de ces résultats présentée le 20 juin, lors de la 8^{ème} séance plénière du Conseil national du débat.

Ci-dessous l'agrégation des résultats des 14 régions y compris les Outre-mer, Martinique, Guyane et Réunion.

Qui sont les participants ?

- Les citoyens participant à la journée ont été recrutés par des instituts de sondage spécialisés pour assurer une diversité des panels (catégories socioprofessionnelles, âge, type d'habitat et contexte résidentiel différenciés...). Ces instituts ont également veillé à ce que les participants ne soient pas impliqués dans la transition énergétique, à titre professionnel ou militant.
- Les panels ne sont pas statistiquement représentatifs de la population française. A la différence d'un sondage, la méthode ne cherche pas à recueillir l'opinion des français sur la transition énergétique, mais à faire émerger des positionnements de citoyens à travers l'information et la délibération.

Comment ont-ils débattu ?

- Les participants ont reçu, préalablement à la journée, un livret d'information qui leur présente, en des termes clairs et équilibrés, les termes du débat actuel sur la transition énergétique. Ce livret a été réalisé sous la supervision d'un conseil scientifique composé d'experts indépendants et reconnus sur le sujet.

Comment interpréter les résultats de cette démarche de participation ?

- Les enseignements de la journée citoyenne sont de nature et de portée différentes de ceux d'un sondage. Il ne s'agit pas d'une opinion individuelle recueillie sur le vif, mais de la formulation d'une opinion citoyenne à l'issue d'une information sur les choix possibles et d'un échange en groupe. Ils constituent à ce titre une contribution à part entière au débat national sur la transition énergétique.

3

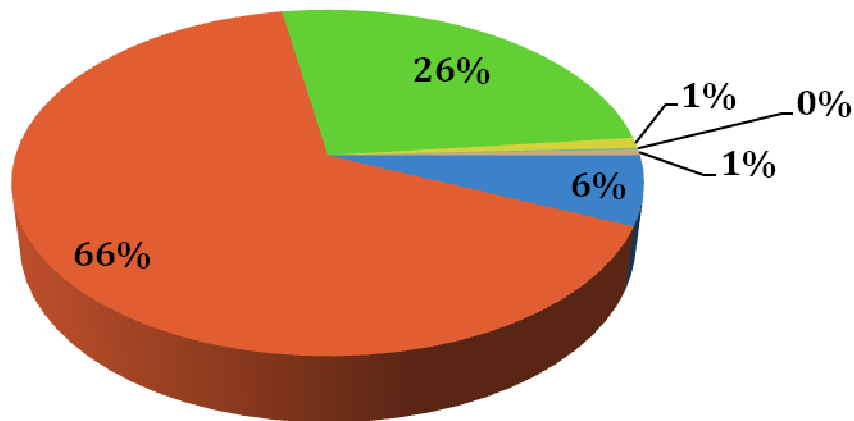
Première tendance par question

Séquence 1: Pourquoi la transition énergétique maintenant ?

L'analyse de cette séquence est basée sur **1126 enregistrements** dans 14 régions.

1.1. Avant de vous engager dans cette Journée citoyenne, quel était votre niveau de connaissance sur les questions énergétiques en France ?

1) Je ne connaissais pratiquement rien au sujet.	73	6,48 %
2) Je connaissais un peu le sujet.	741	65,81 %
3) Je connaissais bien le sujet.	293	26,02 %
4) J'étais déjà un-e expert-e de la transition énergétique.	11	0,98 %
5) Je ne sais pas.	2	0,18 %
Sans réponse	6	0,53 %

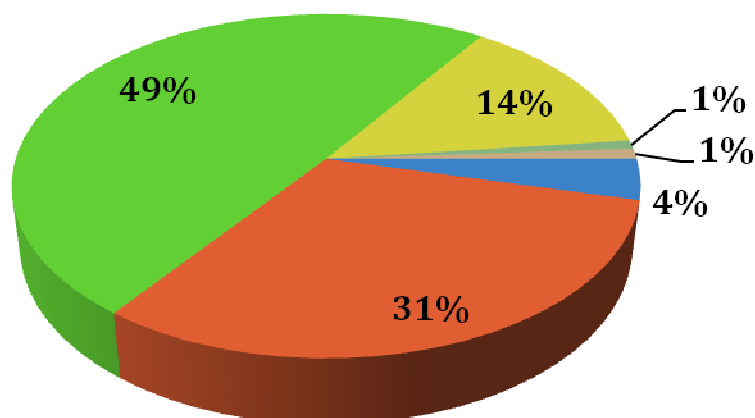


Interprétation

- Plus de 70 % des participants déclarent un niveau de connaissance préalable sur les questions énergétiques globalement peu élevé (total des réponses « je ne connaissais rien à ce sujet » / « je connaissais un peu le sujet »).
 - Moins de 30 % des participants considèrent connaître plutôt bien le sujet.
- ⇒ **Ce résultat confirme le caractère majoritairement non spécialiste des participants. Une partie non négligeable des participants se considèrent relativement compétents sur le sujet de l'énergie au démarrage de la journée.**

1.2. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise, en terme de compréhension avec le sujet de la transition énergétique maintenant ?

1) Je ne me sens pas du tout à l'aise.	43	3,82 %
2) Je me sens un peu à l'aise.	353	31,35 %
3) Je me sens assez à l'aise.	556	49,38 %
4) Je me sens très à l'aise.	154	13,68 %
5) Je ne sais pas.	9	0,80 %
Sans réponse	11	0,98 %



Interprétation

Cette question cherche à mesurer l'effet informatif sur la transition énergétique sur les participants du livret d'information, des vidéos diffusées en séance et des échanges entre citoyens aux tables.

- Les participants se déclarent davantage à l'aise avec le sujet de la transition énergétique qu'ils ne semblaient l'être avant la participation à cette démarche et la lecture des livrets, à 65 %.
- Un effet « d'apprentissage » semble pouvoir être observé, ce point étant fondamental dans une démarche participative, visant la construction d'une opinion éclairée des citoyens. Toutefois, le sujet reste difficile d'accès ou complexe pour un tiers des participants.

1.3. Pour moi, la question énergie, c'est d'abord :

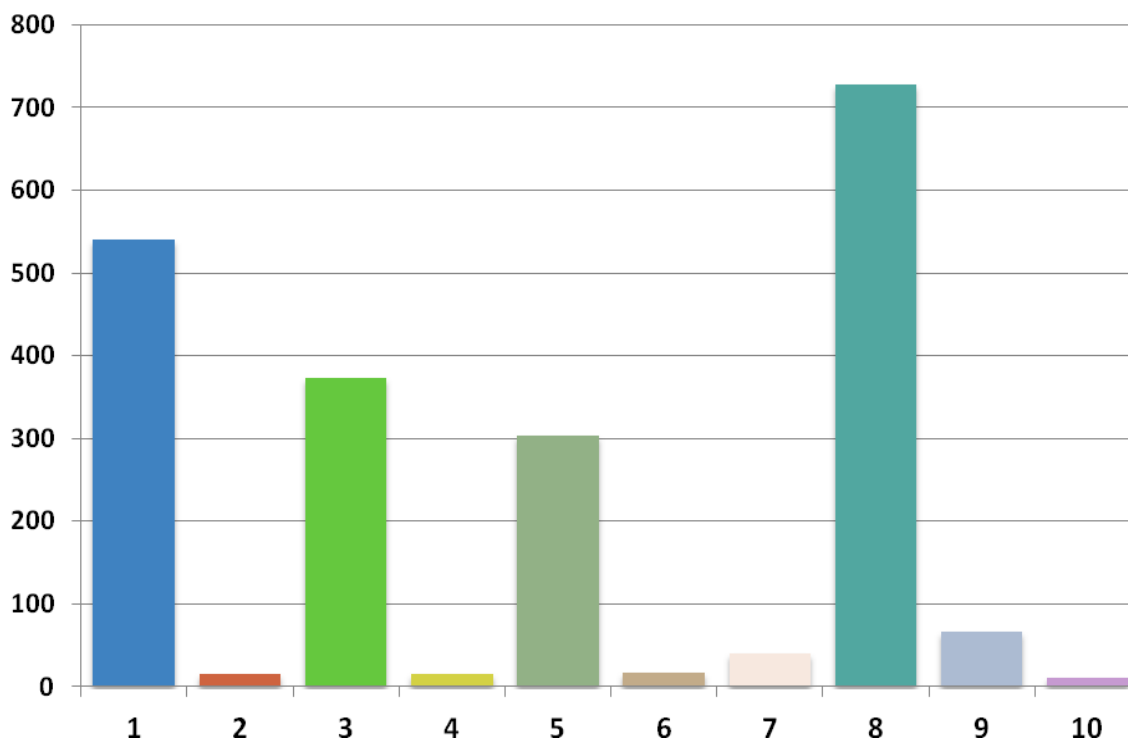
Question ouverte.

Les citoyens pouvaient répondre avec un mot ou une idée.

Cette question est en cours d'analyse et sera restituée dans le rapport final.

1.4. La transition énergétique pour la France, selon moi, c'est ... (2 réponses au plus)

1) Une urgence, car le modèle énergétique actuel n'est plus soutenable du point de vue de l'environnement.	541	48,05 %
2) Une erreur, cela n'a rien de prioritaire pour la France aujourd'hui.	15	1,33 %
3) Une opportunité : en terme de choix d'investissement qui permettent de créer de nouvelles filières d'emplois.	373	33,13 %
4) Il n'y a pas besoin d'en débattre : le modèle énergétique de la France est en constante évolution depuis le premier choc pétrolier.	16	1,42 %
5) Une occasion de rééquilibrer notre balance commerciale avec moins d'importation et plus de production en propre.	304	27,00 %
6) Un retour en arrière, cela va nous contraindre à renoncer à notre niveau de confort actuel.	17	1,51 %
7) Un risque fort, car cela met en danger les emplois actuels dans l'énergie dans un ensemble de secteurs lié directement ou indirectement à l'énergie.	40	3,55 %
8) Une chance de s'engager dans un modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement.	728	64,55 %
9) Une obligation, pour répondre aux engagements internationaux de la France.	67	5,95 %
10) Je ne sais pas.	11	0,98 %

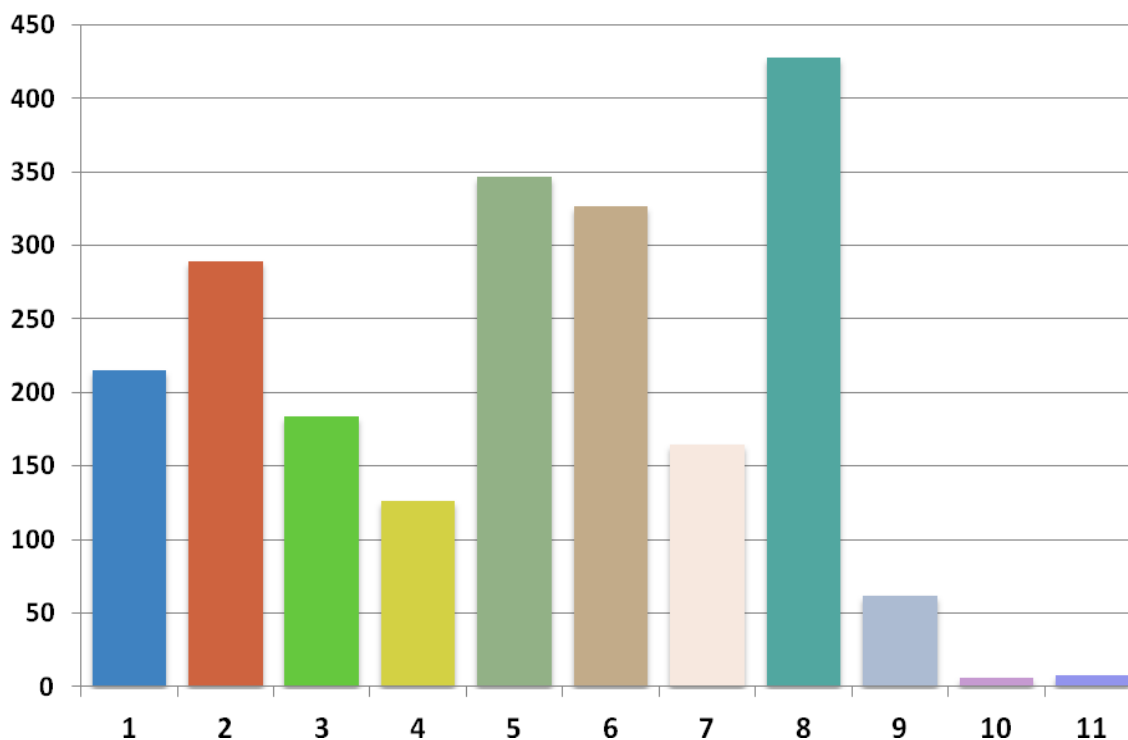


Interprétation

- La transition énergétique est perçue **très positivement** comme une opportunité forte de changement. Les réponses contenant les mots « opportunité », « chance », « occasion » sont majoritaires.
- Pour près de deux tiers des participants, c'est avant tout **un projet de société** qui suscite l'adhésion : la transition énergétique est comme « une chance de s'engager dans un modèle de société plus sobre, avec une nouvelle qualité de vie, plus respectueuse de l'environnement » (65 %).
- La transition énergétique constitue également une urgence, du point de vue environnemental, pour près de la moitié des participants (48 %).
- La transition énergétique apparaît comme une **opportunité sur le plan économique** à la fois pour créer des nouvelles filières d'emplois (32 %) et pour réduire la dépendance énergétique de la France (et donc rééquilibrer la balance commerciale) (27 %).
- La transition énergétique est donc perçue dans l'ensemble de ses **dimensions environnementale, économique, et sociale**.
- Les perceptions de la transition énergétique comme « une erreur », « un retour en arrière » et même « un risque », restent très marginales. Elles portent essentiellement (moins de 4 % des participants) sur la menace qui pèserait sur les emplois actuels des secteurs de l'énergie ou liés à ces secteurs.
- Très peu de participants remettent en question l'importance de débattre de la transition énergétique (un peu plus de 1 %), ce qui semble accréditer la **pertinence du débat actuel**.

1.5. Pour vous, quelles sont les principales motivations pour la France d'engager la transition énergétique ? (2 réponses au plus)

1) Lutter contre le changement climatique.	215	19,09 %
2) Anticiper la raréfaction des ressources en pétrole et en gaz.	289	25,67 %
3) Prévenir l'augmentation prévisible des prix de l'énergie d'ici 2020 (carburant, fioul, gaz, électricité...).	184	16,34 %
4) Lutter contre la précarité énergétique des ménages.	126	11,19 %
5) Réduire l'importation d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon) pour devenir plus indépendant.	347	30,82 %
6) Développer les énergies renouvelables.	327	29,04 %
7) Réduire la consommation d'énergie des ménages comme des entreprises.	165	14,65 %
8) Réduire la pollution et protéger l'environnement (santé, biodiversité, qualité de l'eau ...).	428	38,01 %
9) D'autres pays européens l'ont fait, il est temps que la France s'y engage.	62	5,51 %
10) Aucune.	6	0,53 %
11) Je ne sais pas.	8	0,71 %



Interprétation

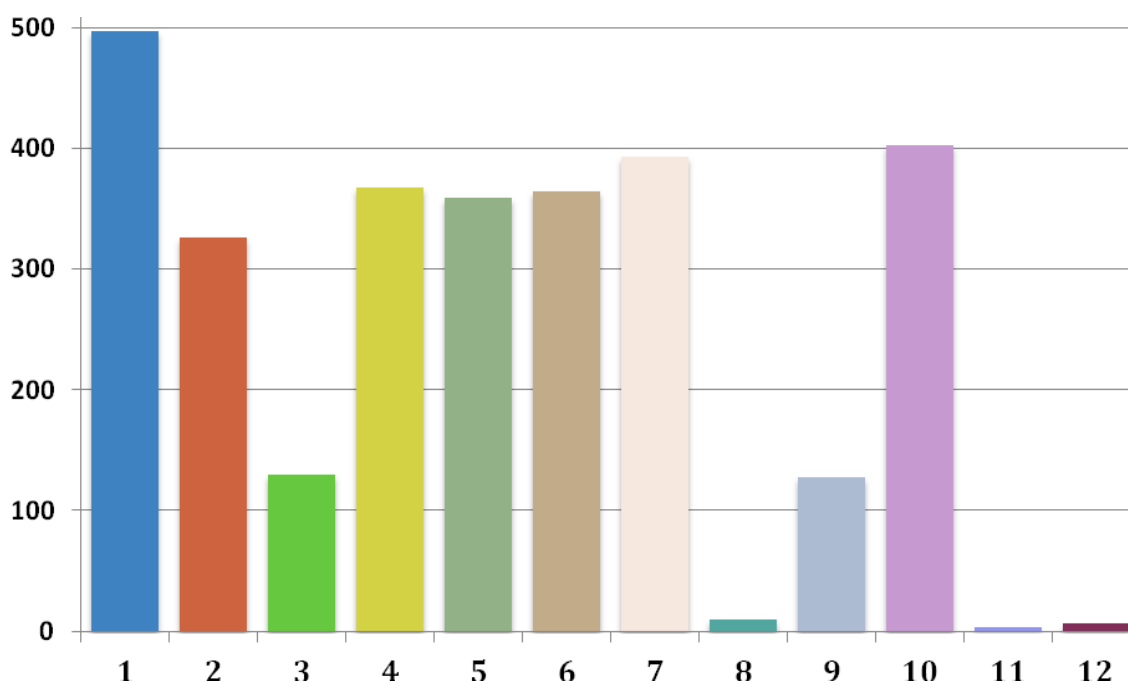
- Les **problématiques environnementales et de sécurité énergétique** sont au cœur des motivations pour engager la transition énergétique :
 - La réduction de la pollution et la protection de l'environnement est citée par plus d'un tiers des participants (38 %), et la lutte contre le changement climatique par près d'un cinquième (19 %).
 - La réduction des importations d'énergie fossile constitue un enjeu prioritaire (31 %), en lien avec la nécessité d'anticiper la raréfaction des ressources (26 %).
- La maîtrise des prix de l'énergie (16 %) et la lutte contre la précarité des ménages (11 %) constituent également des préoccupations importantes.
- Le développement des énergies renouvelables et la réduction de la consommation d'énergie des ménages et des entreprises, qui sont parmi les principaux leviers de la transition énergétique, constituent des motivations importantes en soi pour 29 % et 15 % des participants respectivement.

Séquence 2 : Jusqu'où et de quelle manière la société française est-elle prête à maîtriser sa consommation d'énergie ?

L'analyse de cette séquence est basée sur **1115 enregistrements** dans 14 régions.

2.1. Sur quels postes de consommations d'énergie avez-vous le sentiment de pouvoir agir ? (3 réponses au plus)

1) Les déplacements.	497	44,57 %
2) Le chauffage - la climatisation à la maison.	326	29,24 %
3) Le chauffage - la climatisation au travail ou dans mes lieux d'activité.	130	11,66 %
4) Les actions courantes dans la maison : mode de cuisson, lumière, eau chaude.	368	33,00 %
5) Les investissements sur l'isolation thermique de mon logement.	359	32,20 %
6) L'achat d'équipements pour une plus grande efficacité énergétique ; appareils plus performants.	365	32,74 %
7) La consommation courante, en choisissant des produits et des services qui demandent peu d'énergie (alimentation, pratique sportive, culture, loisirs, etc.).	393	35,25 %
8) Je ne souhaite pas repenser ma consommation d'énergie.	10	0,90 %
9) J'ai déjà réduit au maximum ma consommation d'énergie et ne peux pas aller plus loin.	128	11,48 %
10) Je peux faire plus attention à mes comportements : petits gestes, régler la température, éteindre lampes et appareils électriques...	403	36,14 %
11) Je n'ai jamais réfléchi à la question jusqu'à maintenant.	3	0,27 %
12) Je ne sais pas.	6	0,54 %

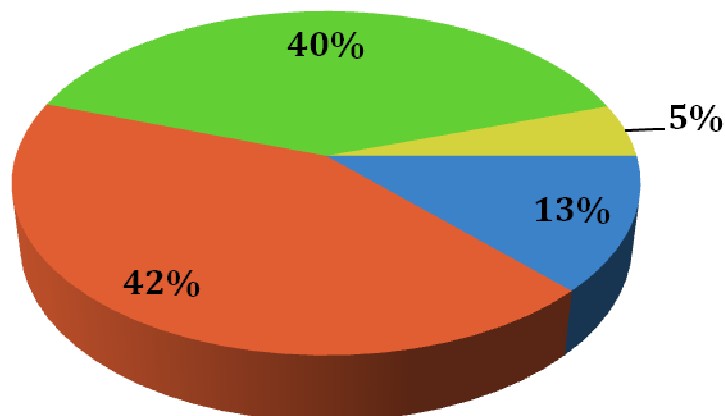


Interprétation

- Interrogés sur les postes de consommation d'énergie sur lesquels ils pensent pouvoir agir, près d'un tiers des participants estime pouvoir réduire leur consommation sur tous les postes (chauffage, actions courantes dans la maison, équipement, choix de produits et services moins énergivores), avec **un pic pour les déplacements**, qui est le champ où la marge d'action semble la plus forte (45 %).
- A contrario, ils sont peu nombreux à estimer pouvoir agir sur le lieu de travail ou d'activité (sur le chauffage et la climatisation) : 12 %.
- Un tiers des participants se dit prêt à **investir** dans des équipements plus efficaces (33 %) ou dans l'isolation thermique de leur habitation (32 %).
- Plus d'un tiers également se déclare prêt à adopter des **comportements plus sobres** (36 %).
- A l'inverse, seule une faible minorité ne pense pas pouvoir agir sur sa consommation d'énergie. Pour l'essentiel, ces participants déclarent avoir déjà réduit leur consommation autant que possible (11 %).
- **Moins de 1% des participants affirment ne pas souhaiter repenser leur consommation d'énergie.**

2.2. Vous-même, vous considérez vous en précarité énergétique ?

1) Oui.	141	12,65 %
2) Pas encore, mais j'ai des craintes.	475	42,60 %
3) Pas du tout.	443	39,73 %
Sans réponse.	56	5,02 %

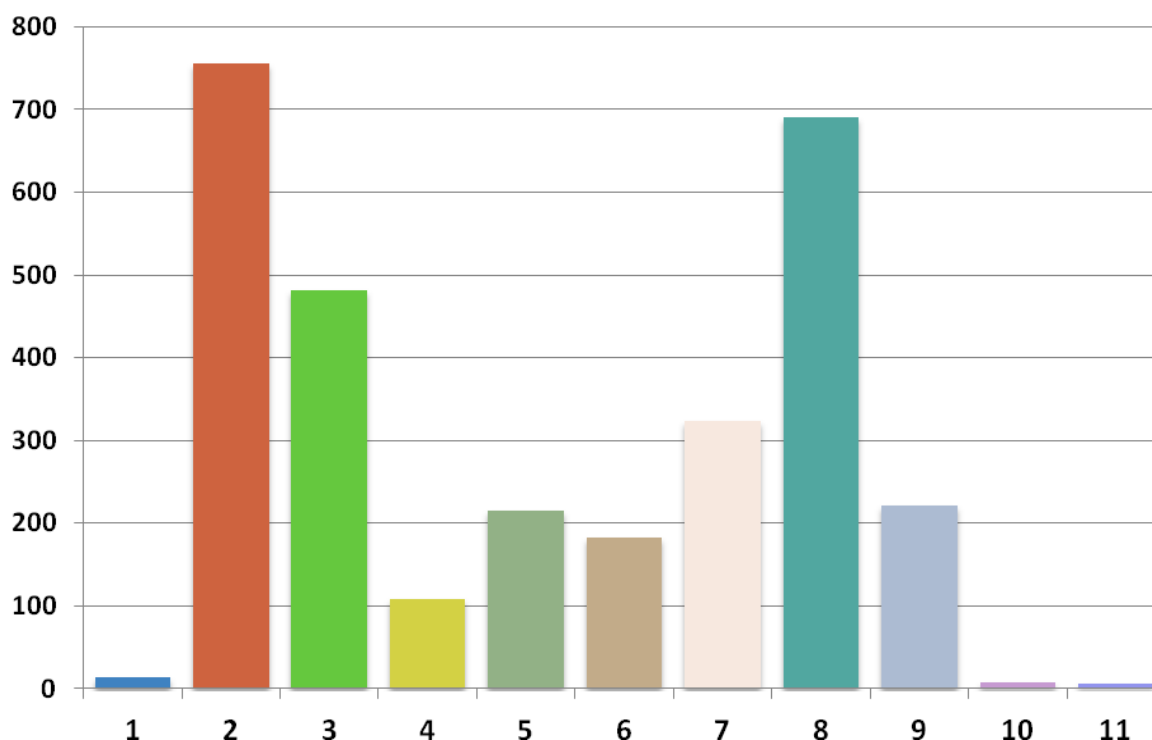


Interprétation

Une majorité se sent concerné par la précarité énergétique. Si 13 % des participants se déclarent aujourd'hui en situation de précarité énergétique, **42 % craignent de basculer dans cette situation.**

2.3. Quels sont les leviers les plus efficaces pour que les citoyens puissent réduire fortement leur demande d'énergie ? (3 réponses au plus)

1) Aucun soutien n'est utile, la transition se fera sans intervention.	13	1,71 %
2) La mise à disposition de solutions technologiques innovantes pour une plus grande efficacité énergétique (bâtiments et équipements, les modes de transports alternatifs à la voiture, des véhicules moins consommateurs de pétrole, etc.)	755	67,71 %
3) Davantage d'accompagnement des particuliers : informations neutres et objectives, conseils personnalisés, plan de déplacements, etc.	482	43,23 %
4) Une augmentation du prix de l'énergie incitant à une réelle modération de la consommation d'énergie.	109	9,78 %
5) Davantage de contraintes réglementaires : obligation d'isoler sa maison, stationnement quasiment impossible, normes à respecter, règles d'urbanisme, bonus / malus etc.	215	19,28 %
6) Assouplir la réglementation et les normes pour stimuler les initiatives individuelles.	182	16,32 %
7) Des actions de valorisation et de soutien d'initiatives citoyennes individuelles, collectives ou associatives.	324	29,06 %
8) Un soutien financier pour des travaux ou des achats d'équipement favorisant l'efficacité énergétique : Eco-Prêt, subvention, déduction fiscale, ...	691	61,97 %
9) La possibilité d'expérimenter : nouveaux modes de transports, compteurs intelligents ...	221	19,82 %
10) Aucun, je ne suis pas favorable à la réduction de la demande.	7	0,63 %
11) Je ne sais pas.	6	0,54 %

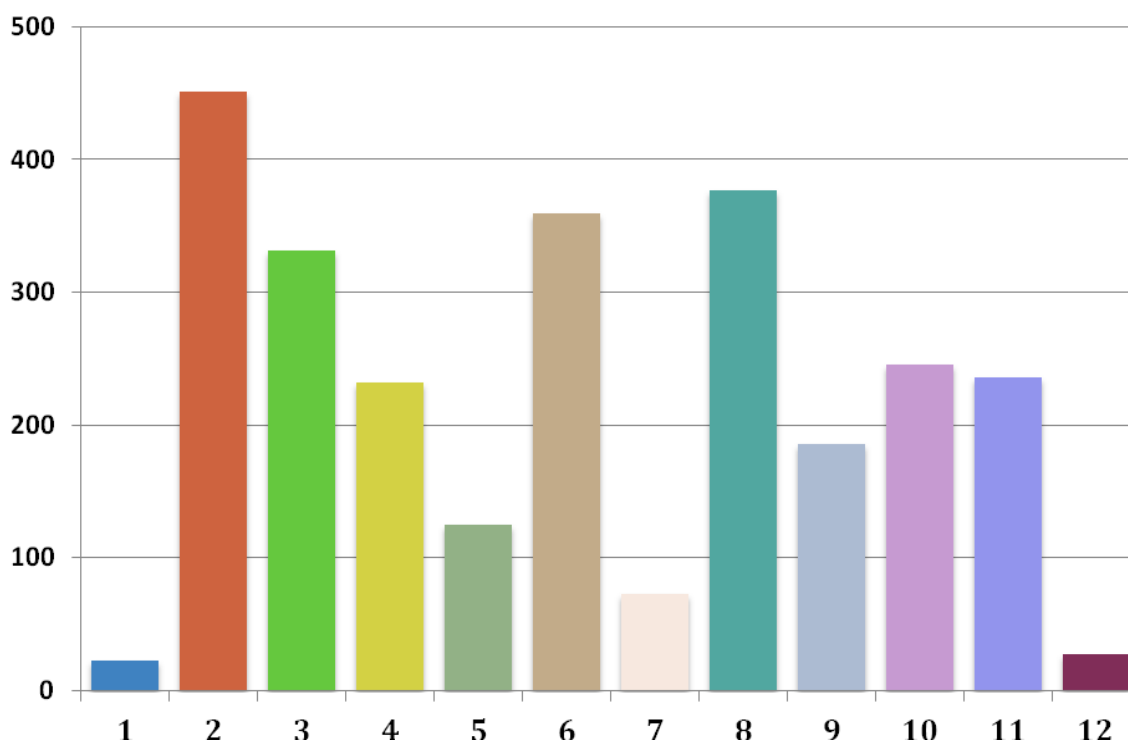


Interprétation

- Les participants expriment **une attente forte de soutiens pour les aider à réduire leur consommation d'énergie** (moins de 2 % estiment qu'aucun soutien n'est utile).
- La diffusion de **solutions technologiques innovantes** est considérée comme le premier levier permettant aux citoyens d'agir sur leur consommation d'énergie (68 %).
- Une place très importante est également accordée aux différentes formes de soutien public à l'action des citoyens- consommateurs. Il s'agit en premier lieu **des aides financières** (63 %), ensuite du **développement des outils d'information et d'accompagnement** adaptés (43 %)
- Les participants soutiennent également une **valorisation des initiatives citoyennes individuelles et collectives** (29 %), et une facilitation de celles-ci à travers un assouplissement de la réglementation (16 %), ainsi que l'expérimentation de solutions innovantes (20 %).
- Une augmentation de la contrainte (par une hausse des prix ou par un renforcement de la réglementation) apparaît comme un levier moins souhaitable pour les participants.

2.4. Quels sont les freins que vous rencontrez aujourd'hui pour revoir vos consommations d'énergie au quotidien ? (3 réponses au plus)

1) Aucun, je ne suis pas disposé-e à réduire ma consommation énergétique.	22	1,97 %
2) Je n'ai pas suffisamment d'argent pour m'équiper de manière à accroître l'efficacité énergétique de mon logement ou de mon véhicule.	451	40,45 %
3) Je n'ai pas d'alternative satisfaisante pour changer ma manière de consommer de l'énergie : manque de transports en commun, pas de logement à faible consommation, etc.	331	29,69 %
4) Je n'ai pas suffisamment d'information sur les solutions existantes.	232	20,81 %
5) Je n'ai aucune idée de ma consommation d'énergie et de combien cela me coûte si je compte tout : voiture, logement, consommation courante.	125	11,21 %
6) Je n'ai aucune garantie qu'un investissement sur un équipement plus performant soit rentable et réduise ma facture.	359	32,20 %
7) Je ne suis pas motivé-e, car je doute que mes efforts soient récompensés par une facture plus faible.	73	6,55 %
8) J'ai le sentiment que des solutions collectives existent (copropriété, coopérative de voisins ...) mais qu'elles sont difficiles à mettre en œuvre.	377	33,81 %
9) On parle de nouvelles énergies dont je méconnais les performances et le prix.	186	16,68 %
10) Je n'ai pas confiance dans les offres existantes, ni dans les informations proposées par les professionnels sur la performance des équipements.	245	21,97 %
11) Je ne me sens pas soutenu-e par une dynamique positive sur les questions d'énergie dans la société : campagne d'information ou d'utilité publique.	236	21,17 %
12) Je ne sais pas.	27	2,42 %

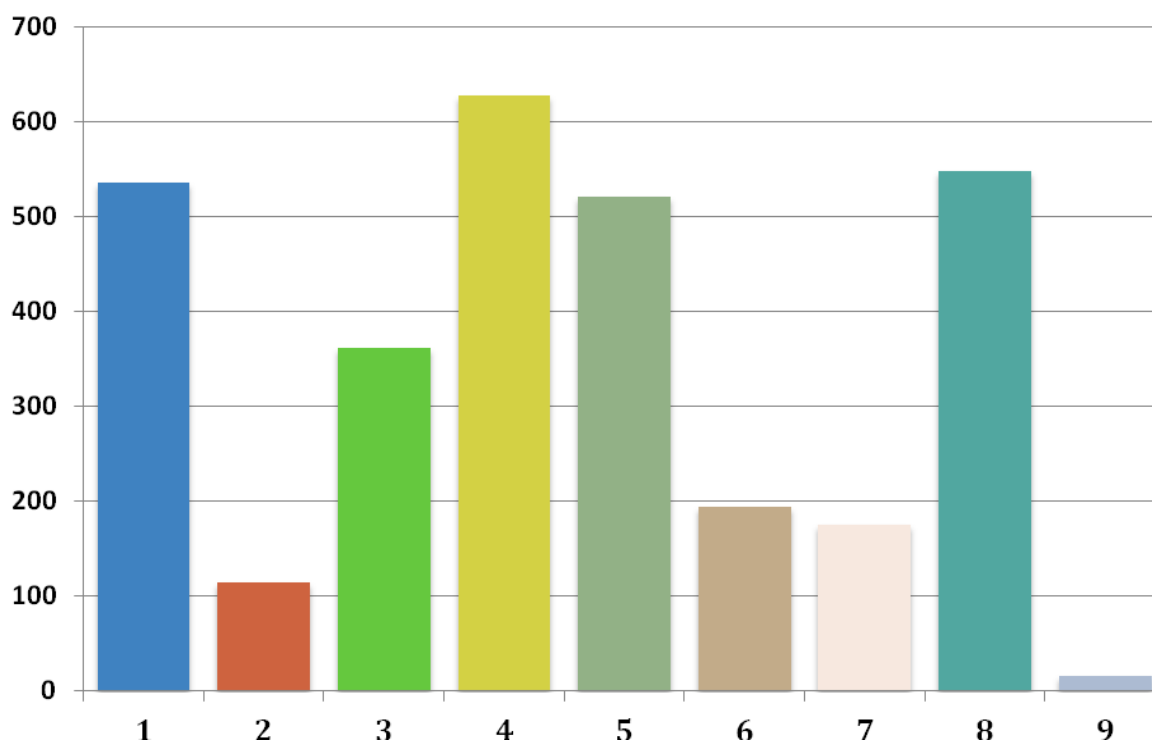


Interprétation

- **Les freins financiers** arrivent en tête des freins ressentis par les participants pour revoir leurs consommations d'énergie au quotidien. Ils pointent les limites de leur capacité d'investissement (40 %), et leur **manque de confiance dans le retour sur investissement** (32 %).
- Les participants pointent ensuite leur **manque d'accès à des alternatives** adaptées en termes de transport et de logement notamment (30 %).
- Ils expriment par ailleurs des doutes sur le niveau de performance des équipements qui peuvent leur être proposés (22 %).
- Les participants font part d'un **besoin de dynamique collective stimulante**, insuffisante aujourd'hui à leurs yeux, pour les inciter à agir : facilitation des solutions collectives locales (34 %), campagnes d'information ou d'utilité publique (21 %), informations sur les solutions existantes (21%).

2.5. Si la réduction de la demande doit avoir lieu, qui doit y contribuer en priorité ? (3 réponses au plus)

1) Les entreprises, en renforçant l'efficacité énergétique de leur patrimoine et la sobriété de leurs activités (isolation, éclairage, déplacements, procédés de production, matières premières, recyclage etc.).	536	48,07 %
2) Le monde agricole en renforçant l'efficacité énergétique de son patrimoine et la sobriété de ses activités (isolation, éclairage, déplacements, procédés de production, matières premières, recyclage etc.).	114	10,22 %
3) Les ménages par une baisse de leur consommation d'énergie et une évolution de leur équipement.	361	32,38 %
4) L'État, en étant exemplaire sur son patrimoine (bâtiments publics, monuments historiques), gestion des déplacements.	627	56,23 %
5) Les collectivités, en agissant sur l'aménagement du territoire, celui des villes et des quartiers (réduction des distances, type de construction, densité, ...)	521	46,73 %
6) Les fournisseurs d'énergie (électricité, pétrole, ...) qui doivent assurer un service à leur client pour qu'ils baissent leur consommation.	193	17,31 %
7) Les producteurs d'énergie en optimisant les procédés d'acheminement et de distribution de l'énergie pour en réduire les pertes.	174	15,61 %
8) Les fabricants de voitures, l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, la distribution, le secteur de la construction et de la rénovation des bâtiments, etc. qui doivent adapter leur offre pour utiliser l'énergie de manière plus efficace.	548	49,15 %
9) Je ne sais pas.	15	1,35 %

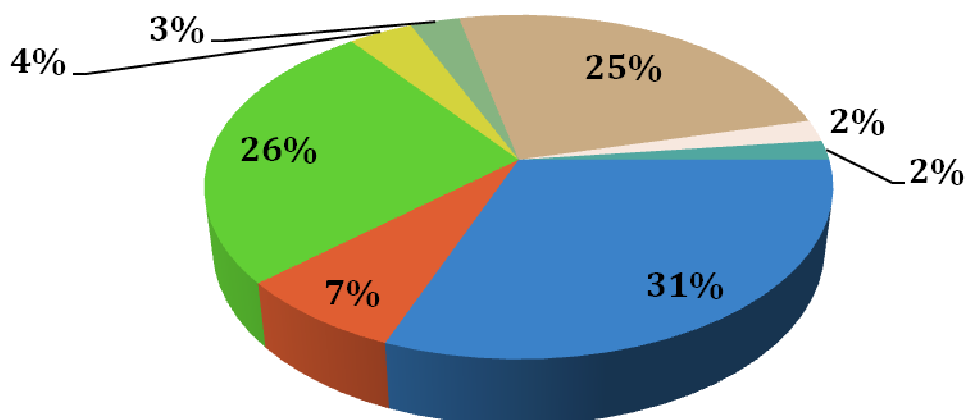


Interprétation

- De manière globale, la **contribution de l'ensemble des acteurs sociétaux** est jugée essentielle pour l'effort de réduction de la demande énergétique.
- Les participants considèrent que **l'Etat occupe un rôle prioritaire** (56 %) en étant exemplaire sur son patrimoine et la gestion des déplacements. De même, la contribution des collectivités, à travers **l'aménagement du territoire et des villes**, est identifiée comme une priorité par près de la moitié des participants (48 %).
- L'implication des **acteurs industriels** vient pratiquement au même niveau de priorité, à la fois pour développer une **offre de produits plus économes en énergie** (49 %) et en **réduisant leur propre consommation d'énergie** (48 %). En revanche, à peine un sixième des participants met en avant la contribution des producteurs et fournisseurs d'énergie.
- Seul un tiers des participants accordent la priorité à l'action directe des ménages pour réduire leur propre consommation (32 %).

2.6. Aller vers une forte réduction des consommations d'énergie en France, c'est d'abord ...

1) Une chance pour la société française parce que cette réduction va demander de nouveaux équipements et de nouvelles activités qui vont soutenir l'économie.	336	30,97 %
2) Une contrainte pour les ménages et les entreprises, qui font déjà beaucoup pour réduire leur consommation.	82	7,56 %
3) Une chance pour les ménages et les entreprises qui vont pouvoir maîtriser leur facture énergétique tout en vivant ou fonctionnant comme maintenant, en mieux.	283	26,08 %
4) Une mise en cause trop importante du libre choix de nos modes vie et de notre consommation.	42	3,87 %
5) Un fort ralentissement d'un des moteurs de la croissance et la compétitivité de l'économie française.	32	2,95 %
6) Un moyen de réduire l'impact sur l'environnement.	268	24,70 %
7) Je ne sais pas.	22	2,03 %
Sans réponse	20	1,84 %



Interprétation

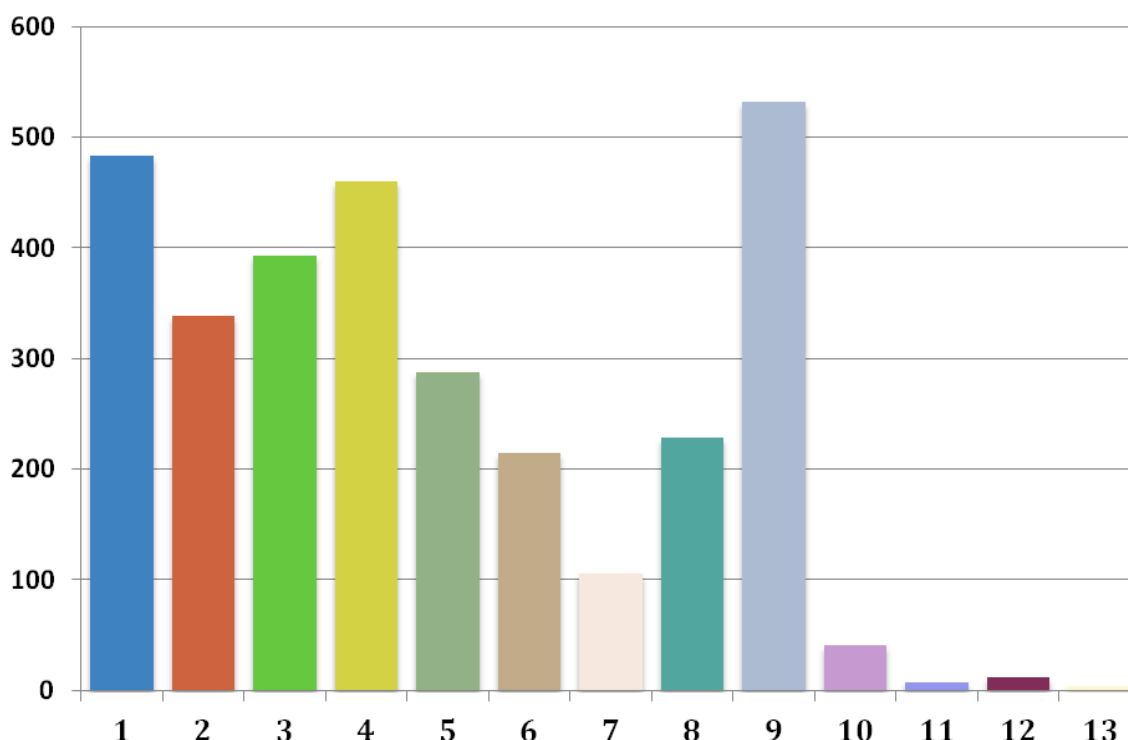
- Les participants voient très majoritairement dans **la forte réduction des consommations d'énergie une chance économique pour la France**, tant du point de vue de son économie globale (31 %) que des entreprises et des ménages (26 %). A contrario, seuls 8 % y voient avant tout une contrainte sur les ménages et les entreprises, et près de 3 % une menace pour la compétitivité.
- Un quart des participants souligne le lien entre cette réduction des consommations d'énergie et la réduction des impacts sur l'environnement (25 %).
- **Seuls 4 % des participants mettent en avant les atteintes à la liberté individuelle que pourrait induire une telle réduction des consommations.**

Séquence 3 : choix stratégiques : quels risques, bénéfiques et moyens de la transition énergétique ?

L'analyse de cette séquence est basée sur **1107 enregistrements** dans 14 régions.

3.1. Quelle serait pour vous les principales conséquences pour la France de ne pas changer sa stratégie énergétique ? (3 réponses au plus)

1) Une dépendance trop forte de la France vis-à-vis des pays fournisseurs d'énergie fossile, notamment au pétrole	483	43,63 %
2) Une augmentation accrue des importations, et donc un déséquilibre plus grand de la balance commerciale, entraînant une perte de compétitivité des entreprises françaises.	338	30,53 %
3) Le prolongement d'un niveau élevé d'émission de gaz à effet de serre, aggravant le changement climatique	393	35,50 %
4) Une augmentation durable et accentuée du coût de l'énergie, augmentant la précarité énergétique d'une partie de plus en plus importante de la population et des territoires.	460	41,55 %
5) Des risques sanitaires, liés à l'augmentation de la pollution.	288	26,02 %
6) Des risques d'un accident technologique (centrales nucléaires, installation pétrolière ...).	214	19,33 %
7) Un approvisionnement énergétique aléatoire, risquant de perturber l'économie française.	106	9,58 %
8) Un manque d'adaptabilité de la France en cas de crise dans un pays dont la France importe de l'énergie : conflit géopolitique, catastrophe naturelle.	229	20,69 %
9) Un risque de faire porter aux générations futures la nécessité d'agir dans l'urgence.	532	48,06 %
10) Aucune, la transition énergétique se fera de toute façon, les décisions se prennent ailleurs	41	3,70 %
11) Aucune, la transition énergétique n'aura qu'un impact mineur sur le pays	7	0,63 %
12) Aucune, car le modèle énergétique actuel est bénéfique.	12	1,08 %
13) Je ne sais pas.	4	0,36 %



Interprétation

De manière générale, les participants considèrent que la non-transition présente des risques importants pour la société française.

Dans une perspective intergénérationnelle, près de la moitié (48 %) des participants estime que le fait de ne pas agir renforcerait la nécessité des générations futures à agir dans l'urgence.

Les risques économiques et sociaux liés à une détérioration de la sécurité énergétique ressortent fortement, à la fois en termes de dépendance accrue vis-à-vis des pays pétroliers (44 %), et de détérioration de la balance commerciale et de la compétitivité (30 %), voire de perturbation de l'économie par un approvisionnement énergétique aléatoire (10 %) ou des crises dans les pays fournisseurs (21 %).

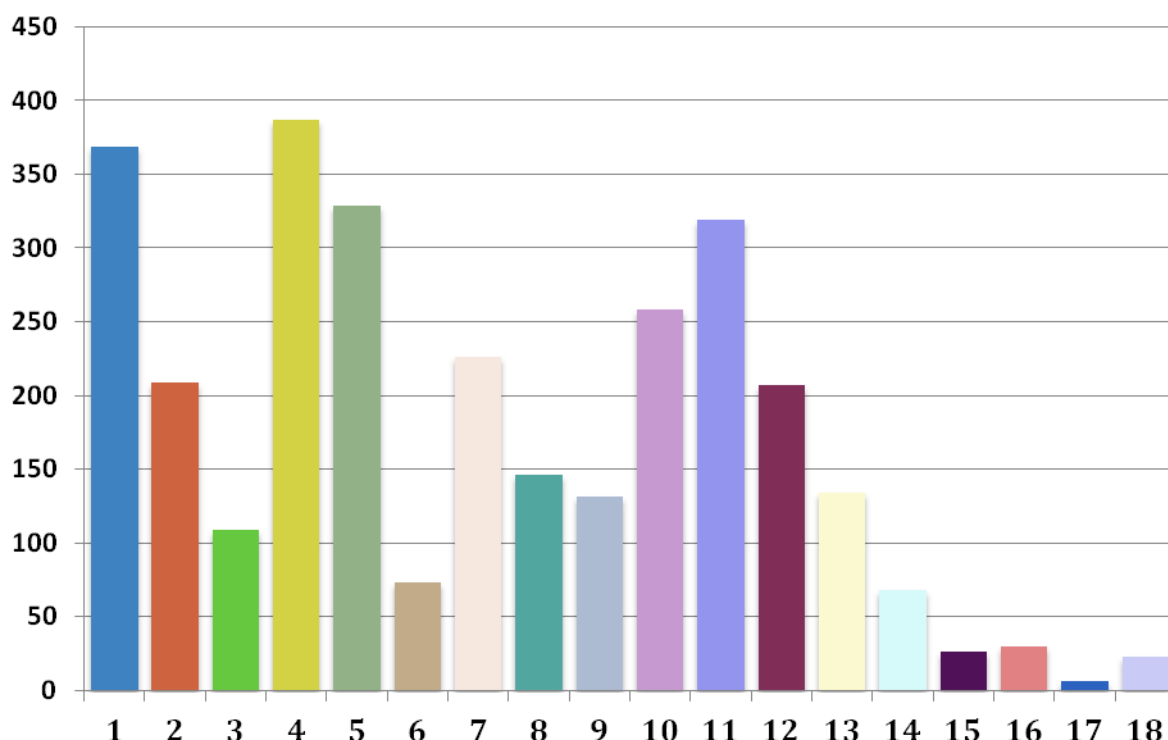
L'impact économique résultant d'une hausse durable et marquée du coût de l'énergie entraînant une forte hausse de la précarité énergétique est considéré comme un facteur de risque majeur par 42 % des participants.

Les risques environnementaux et sanitaires sont également mis en avant, à travers les conséquences aggravées sur le changement climatique (35 %), ainsi qu'en termes d'augmentation des pollutions et des risques sanitaires associées (26 %) et du risque d'accident technologique (19 %).

A l'inverse, seule une très faible minorité estime que le fait de ne pas changer de stratégie énergétique aurait des effets négligeables (moins de 1 %) ou que le modèle énergétique actuel est bénéfique (1 %).

3.2. Projétons-nous en 2050. La transition énergétique a été réalisée. A quel effet seriez-vous le-la plus attentif-ve ? (3 réponses au plus)

1) La création de nouvelles filières économiques liées aux énergies renouvelables a permis de créer des milliers de nouveaux emplois.	369	33,33 %
2) La France a atteint ses objectifs en matière de réduction de gaz à effet de serre (Division par 4 des émissions en 2050)	209	18,88 %
3) L'exploitation de certaines formes nouvelles d'énergies (éolien, photovoltaïque) a défiguré les paysages dans beaucoup de régions.	109	9,85 %
4) La majorité de l'énergie est produite et consommée localement, à l'échelle des bassins de vie	387	34,96 %
5) La France est autonome sur le plan énergétique, du coup la balance commerciale s'est rééquilibrée	329	29,72 %
6) Des emplois ont été perdus dans le secteur traditionnel de l'énergie sans être compensés par la création de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables.	73	6,59 %
7) Chaque ménage maîtrise sa facture d'énergie : prix, quantité, choix du type d'énergie.	226	20,42 %
8) La France est devenue une référence mondiale pour son savoir-faire en énergies renouvelables	146	13,19 %
9) La France est leader dans le nucléaire nouvelle génération et exporte son savoir-faire du démantèlement des centrales.	131	11,83 %
10) La France a relancé son industrie grâce aux énergies renouvelables et aux technologies de l'efficacité énergétique (domotique, réseaux intelligents, isolation, etc...).	258	23,31 %
11) La France a développé les filières professionnelles de l'efficacité énergétique par exemple autour des nouveaux matériaux d'isolation et construction avec de nombreux nouveaux métiers associés dans l'artisanat, la recherche et le développement, l'ingénierie intelligente, l'industrie ...	319	28,82 %
12) Le parc immobilier français s'est amélioré en termes d'efficacité énergétique et thermique et donc de confort. Les « passoires thermiques » n'existent plus.	207	18,70 %
13) L'énergie n'est plus un poste de dépense rendant vulnérables les ménages aux budgets les plus contraints	134	12,10 %
14) La transition énergétique a obligé à faire des choix d'énergies qui se sont révélés dangereux pour la santé	68	6,14 %
15) La transition énergétique a fait le pari de diversifier les sources d'énergie : c'est devenu compliqué de s'y retrouver	26	2,35 %
16) On vit souvent des ruptures d'approvisionnement d'énergies (électricité, carburants, ...)	30	2,71 %
17) La transition énergétique n'engendrera aucun de ces effets.	6	0,54 %
18) Je ne sais pas.	23	2,08 %



Interprétation

Les effets attendus d'une transition énergétique réalisée en 2050 sont très majoritairement positifs (tous les effets positifs sont cités par plus de 10 % des participants, contre moins de 10 % sur tous les effets négatifs).

Les participants se montrent particulièrement attentifs à l'émergence d'un système énergétique majoritairement décentralisé à l'échelle des bassins de vie (35 %).

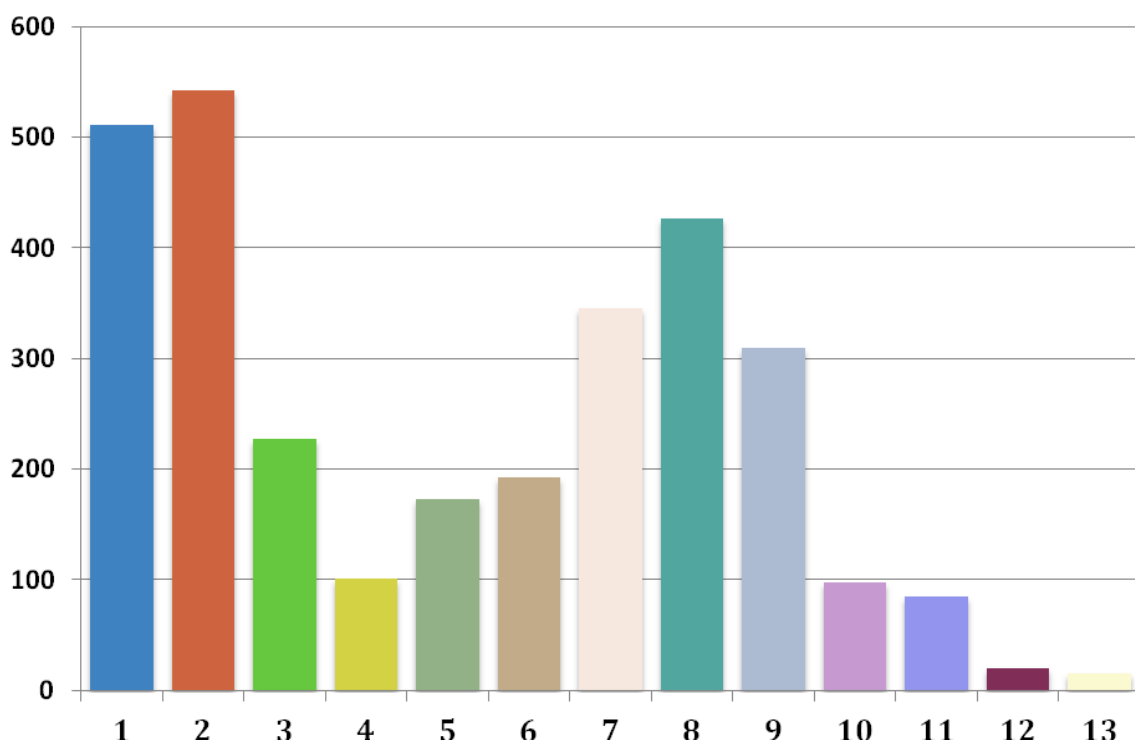
Les effets économiques liés à la création d'emplois dans les filières émergentes des énergies renouvelables (33 %) et dans l'efficacité énergétique (29 %) sont soulignés, ainsi que leurs effets sur la relance de l'industrie (23 %). De plus, les participants estiment que la transition énergétique pourrait amener la France à devenir une référence mondiale dans les énergies renouvelables (13 %) et dans le nucléaire (12 %).

Un autre effet attendu par près d'un tiers des participants est l'autonomie énergétique (30 %).

A l'inverse, les effets négatifs possibles sont moins présents : par exemple, 6 % des participants mettent en avant le risque de pertes nettes d'emplois dans le secteur traditionnel de l'énergie.

3.3. Parmi les grandes décisions, issues du débat national, quelles seraient selon vous les plus importantes à mettre en œuvre rapidement ? (3 réponses au plus)

1) Réorienter les investissements vers les énergies renouvelables et le développement de filières économiques.	511	46,16 %
2) Lancer un vaste programme de recherche et développement au niveau national et européen.	543	49,05 %
3) Garantir une maîtrise publique de l'énergie, quelle qu'en soit l'échelle	227	20,51 %
4) Prolonger la durée de vie du parc nucléaire.	101	9,12 %
5) Généraliser l'usage de solutions technologiques d'efficacité énergétique : offres nouvelles, compteurs électriques intelligents, etc.	173	15,63 %
6) Garantir que les mesures prises soient compatibles avec les engagements dit « facteur 4 » (division par 4 de nos émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050).	192	17,34 %
7) Accompagner la baisse de consommation d'énergie : information, conseils, accompagnement	346	31,26 %
8) Introduire une fiscalité écologique et incitative : Prêt à Taux Zéro, subvention, déduction fiscale, certificats énergie, système de bonus/ malus...	427	38,57 %
9) Accompagner les évolutions des parcours professionnels (nouvelles qualifications, passage d'une filière à l'autre, ...), créer de nouvelles formations (du CAP à l'université) pour répondre aux enjeux de la transition.	310	28,00 %
10) Adopter une réglementation plus contraignante et qui s'applique à tous.	98	8,85 %
11) Libérer les contraintes réglementaires pour faciliter les initiatives.	85	7,68 %
12) Je ne souhaite pas qu'il y ait une loi sur la transition énergétique.	20	1,81 %
13) Je ne sais pas.	15	1,36 %



Interprétation

Les participants semblent avant tout attendre de l'issue du débat national une intervention forte des pouvoirs publics pour aller vers un nouveau modèle énergétique :

- Lancement d'un vaste programme de recherche (49 %) ;
- Réorientation des investissements vers les énergies renouvelables et le développement de filières économiques (46 %) ;
- Introduction d'une fiscalité écologique et incitative (39 %).

Pour accompagner la mise en œuvre de ce modèle, une part significative des participants attend également des pouvoirs publics qu'ils assurent une maîtrise publique de l'énergie (20 %) et des parcours de formation adaptés (28 %).

Pour réduire la consommation d'énergie, près d'un tiers des participants sont demandeurs d'actions d'information, conseils et accompagnement (31 %).

A contrario, seule une faible part des participants attend une action publique favorisant le déploiement des solutions technologiques (15 %), et peu d'entre eux demandent une action réglementaire, qu'elle soit dans le sens d'un renforcement (9 %) ou d'un allègement (8 %).

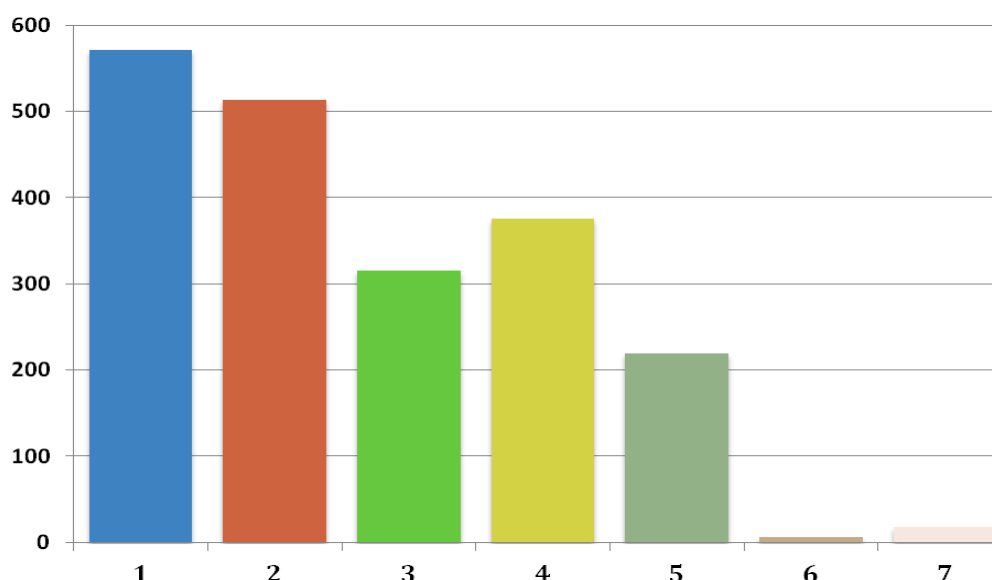
Enfin, le prolongement de l'exploitation du parc nucléaire n'est cité que par 9 % des participants.

Séquence 4 : la mise en œuvre concrète de la transition énergétique

L'analyse de cette séquence est basée sur **1080 enregistrements** dans 14 régions.

4.1. Si la transition énergétique doit être encadrée politiquement, à quels niveaux pensez-vous que cela doit être fait en priorité ? (2 réponses au plus)

1) L'Union Européenne.	571	52,87 %
2) La France.	513	47,50 %
3) L'échelle des grandes régions françaises.	315	29,17 %
4) Les bassins de vie, communes, communautés de communes, départements.	376	34,81 %
5) Des collectifs de citoyens (pour du covoiturage, des coopératives de production d'énergie, etc.).	219	20,28 %
6) Aucune.	6	0,56 %
7) Je ne sais pas.	17	1,57 %



Interprétation

Les participants estiment que l'encadrement politique de la transition énergétique devrait en priorité être mis en œuvre au niveau européen (53 %) et national (48 %).

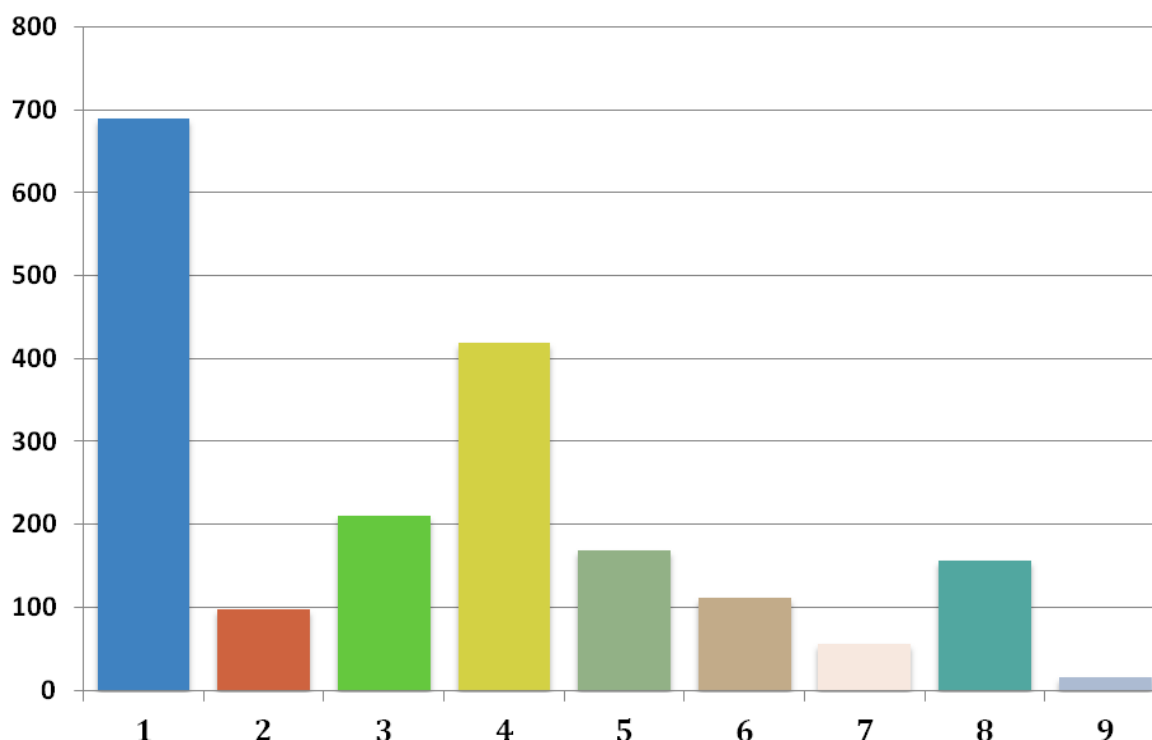
Dans une moindre mesure, les échelles régionales (29 %) et locales (bassins de vie, communes, département, 35 %) sont également citées comme pertinentes pour l'encadrement politique de la transition énergétique.

20 % des participants estiment que les collectifs de citoyens devraient également jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la transition énergétique.

Moins de 1 % des participants remettent en cause l'intérêt d'un encadrement politique à l'une des échelles considérées.

4.2. Quel rôle doit être privilégié pour les citoyens dans la mise en de la transition énergétique ? (2 réponses au plus)

1) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs via la maîtrise de leur consommation individuelle : réduction de la consommation, comportements plus sobres, investissement dans leur logement et les équipements plus performants, choix de fournisseurs d'énergie et des sources d'énergie	690	63,89 %
2) Par leur statut de travailleur-se, d'entrepreneur-e ou de patron-ne, ils-elles agiront dans leur univers professionnel pour assurer la mise en œuvre de la transition.	97	8,98 %
3) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant qu'investisseur et opérateur dans la production d'énergie : investissement dans des sociétés locales d'énergie, autoproduction d'énergie individuelle ou avec des collectifs.	211	19,54 %
4) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant qu'habitants et contribuables dans les choix et la mise en œuvre de politiques locales d'énergie des collectivités locales : transports collectifs, urbanisme économe en énergie ...	419	38,80 %
5) Les citoyen-ne-s seront avant tout acteurs en tant que relais de la transition énergétique auprès de leurs voisins, collègues, familles à travers des actions innovantes et locales : covoiturage, auto-partage d'équipement ...	169	15,65 %
6) Les citoyen-ne-s seront très actifs-ves dans un rôle de vigilance par rapport au développement de l'exploitation de nouvelles formes d'énergie près de chez eux.	112	10,37 %
7) Les salarié-e-s, entrepreneur-e-s et patron -ne-s assureront un rôle de vigilance par rapport aux conditions dans lesquelles la mutation des outils industriels et des emplois énergétiques ou en s'opposant à la fermeture d'usine de production.	56	5,19 %
8) Aucune : les citoyen-ne-s n'ont pas assez de pouvoir individuellement pour peser dans les décisions à prendre.	157	14,54 %
9) Je ne sais pas.	15	1,39 %



Interprétation

Le rôle des citoyens est avant tout perçu sous l'angle de la maîtrise des consommations individuelles (64 %), que ce soit à travers d'investissements dans l'efficacité énergétique (logement, équipements) et le choix des fournisseurs et sources d'énergie, ou à travers de comportements plus sobres.

Les participants estiment que les citoyens jouent un rôle important dans la définition et la mise en œuvre de la politique énergétique des collectivités locales (39 %).

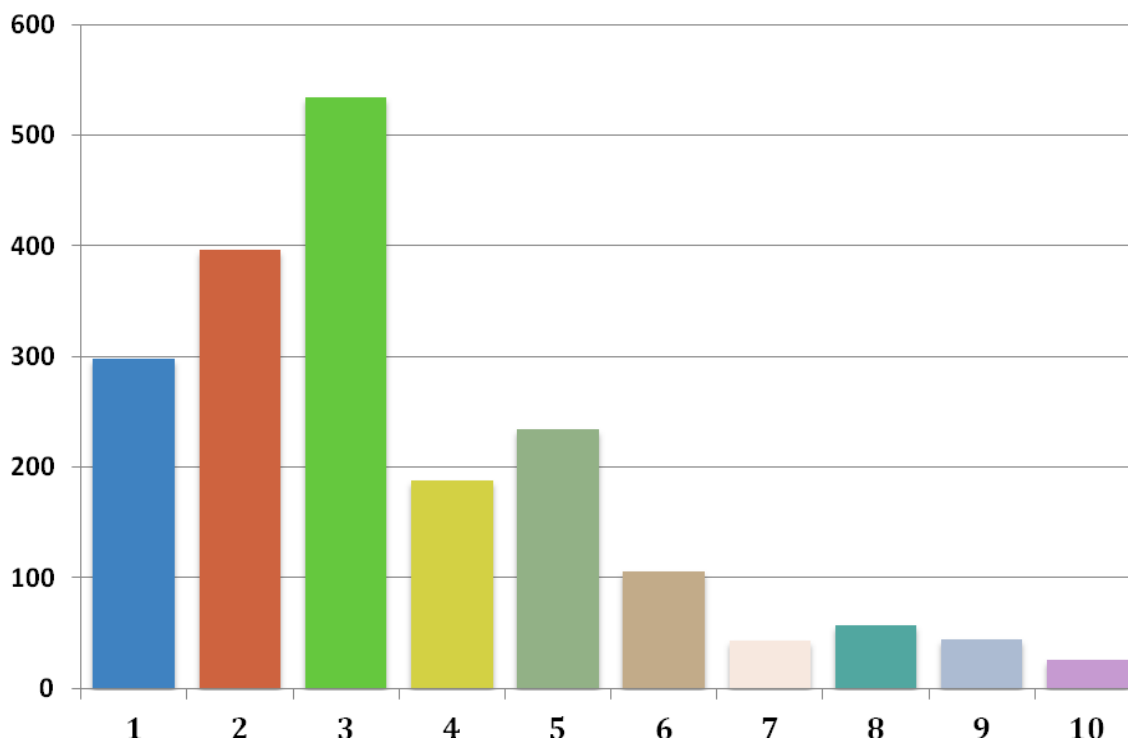
Dans une moindre mesure, le rôle des citoyens en tant qu'investisseurs et opérateurs dans la production d'énergie au niveau local (20 %) et de relais de la transition énergétique auprès de leurs voisins (16 %) est également mis en avant, en lien avec leur fonction de vigilance vis-à-vis de l'exploitation de nouvelles formes d'énergie près de chez eux (10 %).

Le rôle des citoyens en tant qu'acteurs économiques ressort moins fortement, que ce soit pour assurer la mise en œuvre de la transition énergétique dans leur milieu professionnel (9 %) ou à travers le rôle de vigilance des salariés, entrepreneurs et patrons par rapport à la mutation des outils industriels et emplois énergétiques (5 %).

Une proportion non négligeable (15 %) des participants pense que les citoyens n'ont pas assez de pouvoir individuellement pour peser sur les décisions à prendre.

4.3. À propos du prix de l'énergie, dont la plupart des acteurs s'accordent qu'il augmentera avec ou sans la transition, quelles seraient les bases d'un « new deal » : quelles contreparties seraient acceptables ? (2 réponses au plus)

1) Si l'augmentation du prix de l'énergie ne se ressent pas dans ma facture parce que j'aurai réduit ma consommation globale d'énergie	298	27,59 %
2) Si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs et d'ampleur sur l'emploi et l'économie française.	397	36,76 %
3) Si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs sur l'environnement et la santé.	534	49,44 %
4) Si l'évolution du prix est la même partout en France, même si les ressources en matière d'énergie (ressources naturelles, moyens de productions différents ...) des Régions sont différentes	188	17,41 %
5) Si l'évolution du prix tient compte des comportements avec un système de bonus/malus	234	21,67 %
6) Si je peux baisser ma facture, en pouvant revendre ma production individuelle d'énergie	106	9,81 %
7) Sans aucune condition, c'est inéluctable.	43	3,98 %
8) A aucune condition, c'est aux pouvoirs publics d'absorber ce coût.	57	5,28 %
9) A aucune condition, c'est au marché d'absorber ce coût.	44	4,07 %
10) Je ne sais pas.	26	2,41 %



Interprétation

Près de la moitié des participants (49 %) considère que la hausse des prix pourrait être rendue acceptable si le nouveau modèle énergétique a des effets positifs sur l'environnement et la santé, tandis que 39 % mettent en avant les effets positifs sur l'emploi et l'économie française comme contrepartie à la hausse des prix de l'énergie.

28 % estiment que l'impact de l'augmentation des prix pourrait être compensé par un effort sur la réduction de la consommation globale d'énergie pour limiter la hausse des factures, tandis que 22 % considèrent que la hausse des prix serait plus acceptable si l'évolution des prix tenait compte des comportements individuels à travers un système de bonus/malus.

L'importance du maintien de la péréquation tarifaire au niveau national, indépendamment des ressources énergétiques régionales, est mise en avant par 17 % des participants.

Une minorité estime que l'augmentation des coûts devrait être absorbée par les pouvoirs publics (5 %) ou le marché (4 %), tandis que 4 % considèrent qu'aucune condition n'est nécessaire face au caractère inéluctable de cette évolution.

4.4. Après avoir vécu cette journée, je dirais que la transition énergétique, c'est d'abord :

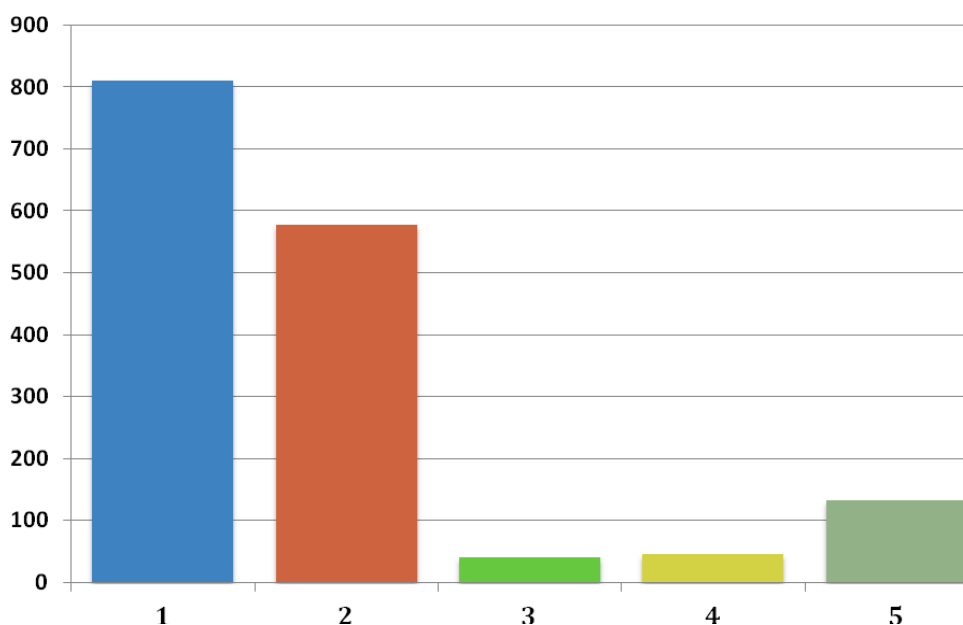
Question ouverte.

Les citoyens pouvaient répondre avec un mot ou une idée.

Cette question est en cours d'analyse et sera restituée dans le rapport final.

4.5. Après cette journée d'échange sur la transition énergétique, selon vous, la transition énergétique aura-t-elle ? (2 réponses au plus)

1) Un effet plutôt positif pour la société française.	810	75,00 %
2) Un effet plutôt positif pour moi.	577	53,43 %
3) Un effet plutôt négatif pour la société française.	40	3,70 %
4) Un effet plutôt négatif pour moi.	46	4,26 %
5) Je ne sais pas.	132	12,22 %



Interprétation

La très grande majorité des participants envisage un effet positif de la transition énergétique.

Les participants mettent encore davantage en avant l'effet positif pour la société française dans son ensemble (75 %) que l'effet à leur échelle (53 %).

A l'inverse, la faible part de participants envisageant un effet négatif le place un peu plus au niveau individuel (4 %) qu'au niveau collectif (4 %).

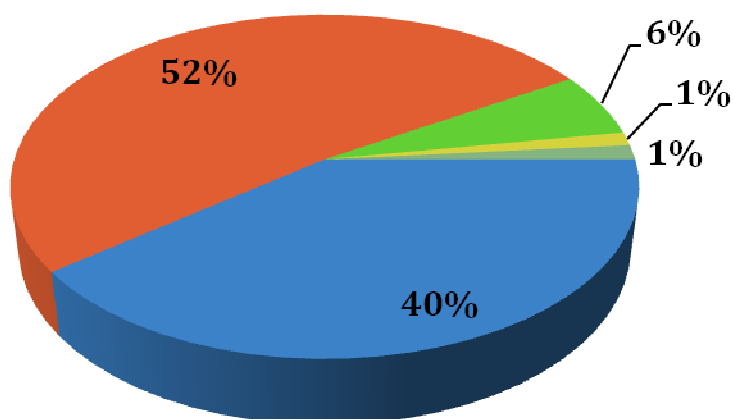
Une partie non négligeable des participants (12 %) se déclare incertain face aux effets attendus de la transition énergétique.

Séquence 5 : évaluation de la Journée citoyenne dans votre région

L'analyse de cette séquence est basée sur **876 enregistrements** dans 13 régions.

5.1. Le livret d'information et les vidéos étaient-ils suffisamment informatifs et équilibrés ?

1) Tout à fait.	347	39,61 %
2) Plutôt.	453	51,71 %
3) Pas du tout.	53	6,05 %
4) Je ne sais pas.	11	1,26 %
Sans réponse	12	1,37 %



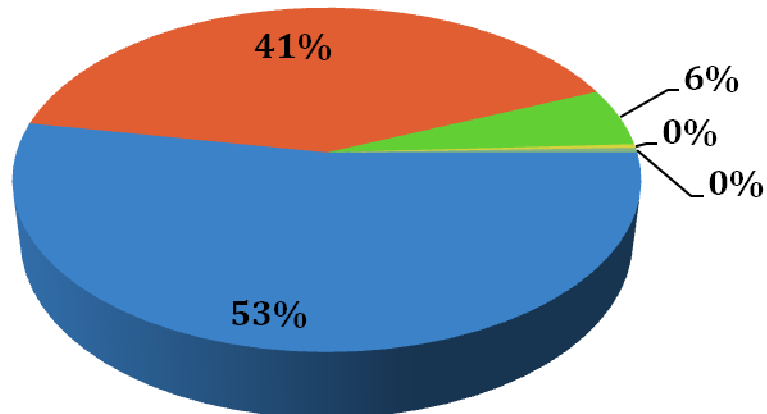
Interprétation

Une grande majorité des participants (92 %) estime que l'information donnée (par le livret d'information et les vidéos) était de qualité et équilibrée.

Toutefois, une faible minorité (6 %) remet en cause la qualité du document ou son caractère suffisamment représentatif des différents points de vue en présence.

5.2. Des opinions différentes et opposées ont-elles été exposées et mises en débat à votre table ?

1) Tout à fait.	463	52,85 %
2) Plutôt.	358	40,87 %
3) Pas du tout.	48	5,48 %
4) Je ne sais pas.	3	0,34 %
Sans réponse	4	0,46 %



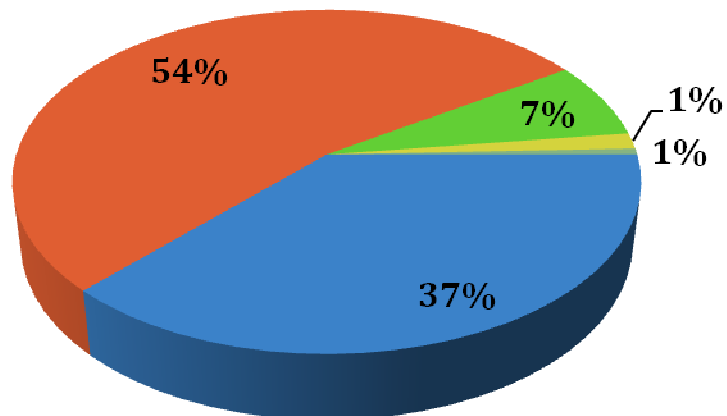
Interprétation

La grande majorité des participants (96 %) témoigne de la qualité des échanges à leur table, entre participants, permettant l'expression des expériences et des points de vue des citoyens présents.

Toutefois 5 % des participants n'ont pas retrouvé la qualité de discussion souhaitée.

5.3. Le questionnaire et les choix proposés ont-ils permis d'exprimer vos positions ?

1) Tout à fait.	326	37,21 %
2) Plutôt.	469	53,54 %
3) Pas du tout.	63	7,19 %
4) Je ne sais pas.	13	1,48 %
Sans réponse	5	0,57 %



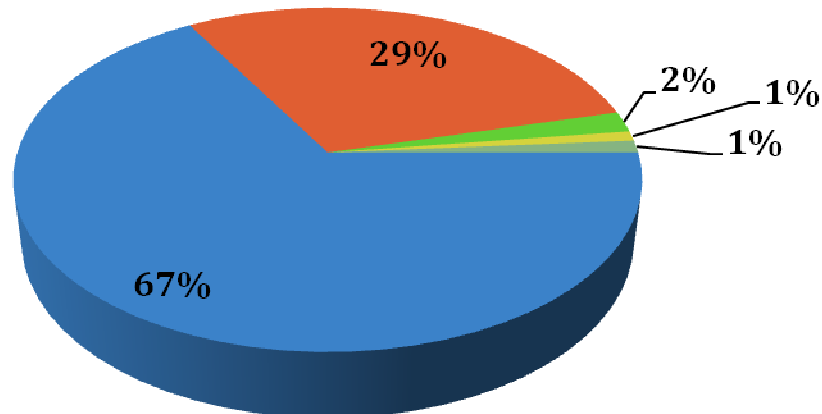
Interprétation

91 % des participants ont eu le sentiment que les questionnements qui leur étaient proposés ont pu leur permettre d'exprimer leurs points de vue et préoccupations.

Seuls 7 % restent sur leur faim en matière de sujets abordés et mesurés dans le questionnaire individuel qui suivait les expressions aux tables.

5.4. Etes-vous globalement satisfait-e de l'organisation de la Journée citoyenne dans votre région ?

1) Tout à fait.	583	66,55 %
2) Plutôt.	258	29,45 %
3) Pas du tout.	17	1,94 %
4) Je ne sais pas.	8	0,91 %
Sans réponse	10	1,14 %

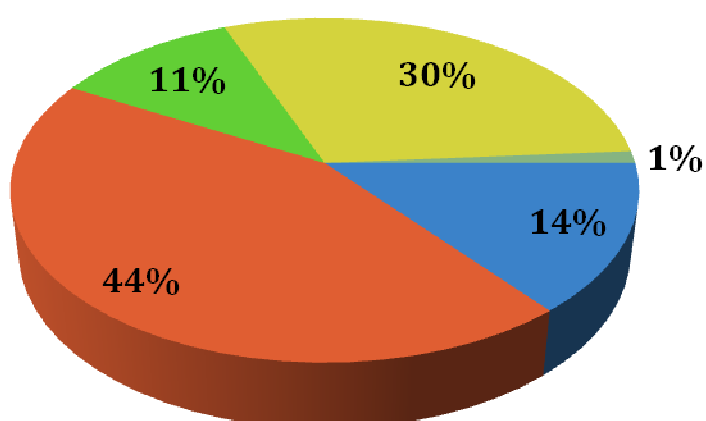


Interprétation

Globalement, les participants sont à une forte majorité satisfaits de l'organisation de la Journée citoyenne (96 %), ce qui est très convergent avec leurs évaluations précédentes concernant la qualité d'information, de discussion et de débat.

5.5. Pensez- vous que les résultats de cette journée citoyenne seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique au niveau de votre Région concernant la transition énergétique ?

1) Tout à fait.	132	14,04 %
2) Plutôt.	385	43,95 %
3) Pas du tout.	96	10,96 %
4) Je ne sais pas.	262	29,91 %
Sans réponse	10	1,14 %

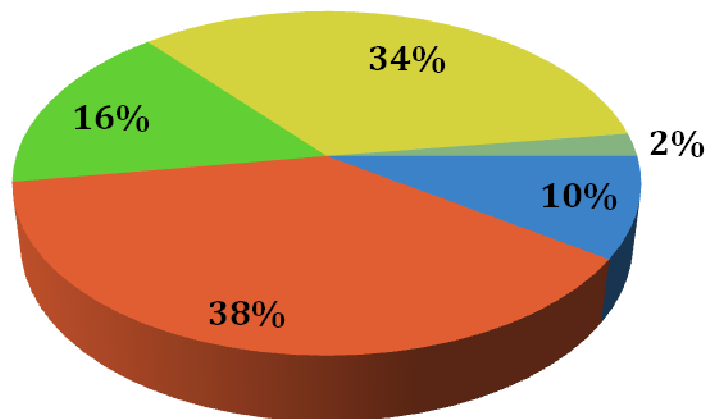


Interprétation

Le niveau de confiance dans la prise en compte des résultats de la Journée citoyenne par les différentes Régions dans les prises de décision à venir concernant la transition énergétique est mitigé : 58 % pensent que ces résultats seront utiles alors que 30 % des participants doutent et 11 % pensent que ces résultats ne seront pas utiles.

5.6. Pensez- vous que les résultats de cette journée citoyenne seront utilisés de manière utile dans la prise de décision politique au niveau national concernant la transition énergétique ?

1) Tout à fait.	83	9,47 %
2) Plutôt.	334	38,13 %
3) Pas du tout.	142	16,21 %
4) Je ne sais pas.	298	34,02 %
Sans réponse	19	2,17 %



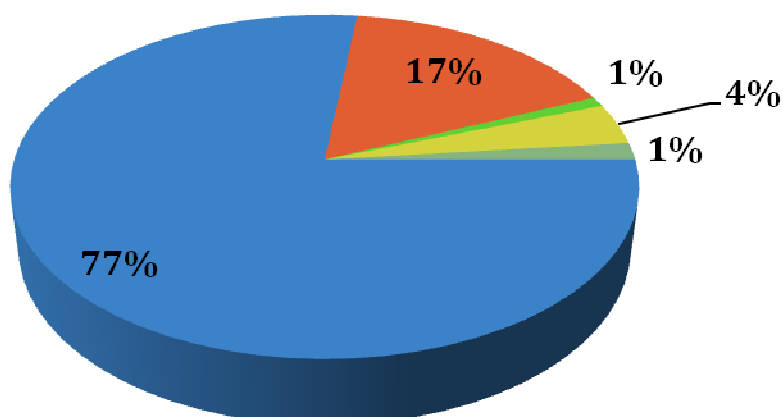
Interprétation

L'utilité et l'utilisation des résultats de la Journée citoyenne au niveau national pour nourrir la prise de décision sur la transition énergétique demeure très incertaine pour les participants.

48 % expriment plutôt de la confiance dans ce processus de prise en compte, 34 % ne savent pas comment se positionner et 16 % ne pensent pas que ces résultats seront pris en compte.

5.7. Faudrait-il organiser dans le futur d'autres démarches de participation nationale, comme cette Journée citoyenne, sur des sujets différents ?

1) Tout à fait.	674	76,94 %
2) Plutôt.	146	16,67 %
3) Pas du tout.	8	0,91 %
4) Je ne sais pas.	34	3,88 %
Sans réponse	14	1,60 %



Interprétation

Interrogés sur l'intérêt de renouveler ce type de démarches de participation citoyenne à l'échelle nationale, comme la Journée citoyenne, mais sur d'autres sujets, 94 % des participants pensent cela souhaitable, et seuls 1 % ne voient pas l'intérêt de cette éventualité.

5.8. Si oui, sur quel sujet d'ampleur nationale, il vous semble que les citoyens pourraient apporter un point de vue éclairant dans les décisions politiques à venir ?

Question ouverte.

Les citoyens pouvaient répondre avec un mot ou une idée.

Cette question est en cours d'analyse et sera restituée dans le rapport final.